Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 16866**

Intitulé

Encadrant d'entreprise artisanale (EEA-BGEA)

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat (APCMA)	Président

Niveau et/ou domaine d'activité

IV (Nomenclature de 1969)

4 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

310 Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

L'encadrant d'entreprise artisanale est un proche collaborateur du chef d'entreprise. Il est hautement qualifié techniquement dans l'un des métiers de l'artisan et assure en complément l'encadrement d'une équipe et la gestion de la production, au sens large.

Commercialiser et participer à la définition et prestations de l'entreprise. Il contribue au positionnement commercial de l'entreprise et assure la vente, l'après-vente et la relation commerciale avec les prospects et les clients.

Assurer la gestion économique de l'unité de production ou du centre de profit : piloter au quotidien l'entité, la rentabilité des interventions et proposer des investissements argumentés

Assurer le management opérationnel de l'équipe de production de l'entité dans le respect des principes de droit du travail : organiser le travail, animer l'équipe, participer au recrutement et à la montée en compétence des collaborateurs.

Former et accompagner l'apprenant (maître d'apprentissage) : recrutement, intégration, formation et évaluation de l'apprenti.

Les capacités attestées :

Vendre et assurer l'après-vente des produits/prestations de l'entreprise, établir une devis, une facture.

Contribuer à l'adaptation de l'offre produit/prestation, introduire des innovations.

Appliquer le plan d'actions commerciales de l'entreprise.

Piloter au quotidien la rentabilité de l'unité, de la prestation, du chantier.

Proposer les investissements en machine, matériaux et soumettre le projet à l'approbation du chef d'entreprise.

Organiser le travail de l'équipe en entreprise et sur les chantiers.

Animer l'équipe au quotidien

Effectuer les arbitrages techniques et accompagner les collaborateurs (salariés et apprentis) dans l'acquisition de compétences professionnelles et veiller au respect des normes de qualité et d'hygiène-sécurité

Préparer et participer au recrutement d'un membre de l'équipe (salarié ou apprenti)

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Le titulaire du EEA-BGEA exerce au sein de TPE, PME, PMI possédant un caractère artisanal, au sein des secteurs du bâtiment, de l'alimentation ou des services.

Contremaître, chef d'équipe, chef de chantier, responsable de laboratoire, responsable d'atelier, responsable de centre, de salon, chef d'entreprise en devenir ou nouvellement installé.

Codes des fiches ROME les plus proches :

M1302 : Direction de petite ou moyenne entreprise

Réglementation d'activités :

Ne s'applique pas directement pour ce titre, mais portera sur les prérequis spécifiques à l'exercice des activités soumises à qualification pour les métiers de l'artisanat.

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composants de la certification :

La délivrance de la certification repose sur un examen organisé par blocs de compétences.

4 blocs de compétences capitalisables :

- Commercialiser les produits et prestations de l'entreprise, contribuer à son développement commercial
- Assurer la gestion économique de l'unité de production/centre de profit
- Assurer le management opérationnel d'une équipe de production
- Former et accompagner l'apprenti en qualité de maître d'apprentissage

L'encadrant d'entreprise artisanale (EEA-BGEA) est délivré aux candidats ayant obtenu la moyenne requise à chacun des blocs de compétences.

Il n'y a pas de pondération entre les blocs de compétences.

B. Par la validation des acquis de l'expérience

La délivrance de la certification repose sur la production d'un dossier de preuves et sur un entretien avec un jury VAE.

4 blocs de compétences sont à valider :

4 blocs de compétences capitalisables :

- Participer à la promotion de l'entreprise en mettant en œuvre les moyens d'actions commerciales et de communications adaptées
- Gérer les ressources humaines dans le respect des principes de droit du travail
- Gérer économiquement et financièrement une unité de production ou un centre de profit
- Former et accompagner l'apprenti (maître d'apprentissage)

Chaque domaine de compétences est constitué de plusieurs compétences requises, une ou plusieurs preuves étant demandées pour chacune d'entre elles. Chaque preuve fait l'objet d'une cotation en fonction de critères décrits dans le guide jury-accompagnateur adaptés au titre et se basant sur le référentiel de certification.

Pour qu'un domaine de compétences soit validé, il faut que le candidat ait obtenu un résultat qui soit conforme au niveau pré-établi au niveau national.

La délivrance de la certification repose sur la validation des différents domaines de compétences

Bloc de compétence :

INTITULÉ	DESCRIPTIF ET MODALITÉS D'ÉVALUATION
<p>Bloc de compétence n°1 de la fiche n° 16866 - Commercialiser les produits et prestations de l'entreprise, contribuer à son développement commercial</p>	<p>Compétences ou capacités évaluées :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Vendre et assurer l'après-vente des produits/prestations de l'entreprise, établir un devis, une facture · Contribuer à l'adaptation de l'offre de produit/prestation, introduire des innovations · Mettre en œuvre les outils d'actions commerciales de l'entreprise <p>Modalités d'évaluation :</p> <p><i>En contrôle continu :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> · Une étude de cas portant sur la conception d'outils de communication commerciale · Un oral sur l'élaboration d'un argumentaire de vente et simulation d'une situation de vente ou d'après-vente <p><i>En contrôle terminal :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> · Une étude de cas où le candidat devra établir un diagnostic commercial et formuler des préconisations d'actions et d'outils commerciaux cohérents avec l'entreprise et ses objectifs.
<p>Bloc de compétence n°2 de la fiche n° 16866 - Assurer le management opérationnel d'une équipe de production</p>	<p>Compétences ou capacités évaluées :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Organiser le travail de l'équipe en entreprise et sur les chantiers · Animer l'équipe au quotidien · Préparer et participer au recrutement d'un membre de l'équipe <p>Modalités d'évaluation :</p> <p><i>En contrôle continu :</i></p> <p>2 contrôles continus + production d'un dossier personnel</p> <ul style="list-style-type: none"> · A l'oral, un entretien visant à évaluer les compétences du candidat à communiquer dans un cadre professionnel en qualité d'encadrant · A l'écrit, une série de questions visant à évaluer ses connaissances en matière de droit du travail · La production d'un dossier individuel en lien avec l'entreprise dans laquelle il travaille ou a travaillé, en abordant le volet ressources humaines de cette dernière. Le dossier a pour objectif de faire un état des lieux et de formuler des propositions d'actions. <p><i>En contrôle terminal :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> · Une étude de cas écrite nécessitant d'identifier une ou plusieurs problématiques RH et de proposer des solutions adaptées.

INTITULÉ	DESCRIPTIF ET MODALITÉS D'ÉVALUATION
Bloc de compétence n°3 de la fiche n° 16866 - Former et accompagner l'apprenti (maître d'apprentissage)	<p>Compétences ou capacités évaluées :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Recruter l'apprenti (critères, niveau de diplôme, type de diplôme, âge, etc) · Accueillir et intégrer l'apprenti · Organiser la formation en entreprise, former · Evaluer l'apprenti en situation de travail <p>Modalités d'évaluation : <i>En contrôle terminal :</i> A partir d'une situation tirée au sort, le candidat dispose de 30 minutes pour préparer son intervention puis 30 minutes pour présenter à l'oral son analyse, ses choix, ses recommandations et répondre aux questions du jury.</p>
Bloc de compétence n°4 de la fiche n° 16866 - Assurer la gestion économique de l'unité de production/centre de profit	<p>Compétences ou capacités évaluées :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Piloter au quotidien la rentabilité de l'unité, du centre de profit · Proposer les investissements en machine, matériaux et soumettre le projet à l'approbation du chef d'entreprise <p>Modalités d'évaluation : <i>En contrôle continu :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> · A l'écrit, élaborer et équilibrer un plan de financement · A l'écrit, tirer une analyse succincte d'un bilan et d'un compte de résultat <p><i>En contrôle terminal :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> · Une étude de cas au cours de laquelle le candidat commentera la santé financière d'une unité, formulera des recommandations

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	
En contrat d'apprentissage	X	Le jury est composé de : - Un technicien autre que l'animateur de la formation, - Lorsque c'est possible, un collaborateur de chef d'entreprise artisanale, titulaire de préférence de l'ADEA (BCCEA), du BM ou du EEA (BGEA), - Lorsque c'est possible, un chef d'entreprise artisanale, - Un responsable de formation.
Après un parcours de formation continue	X	idem
En contrat de professionnalisation	X	idem
Par candidature individuelle	X	
Par expérience dispositif VAE prévu en 2010	X	Le jury VAE est constitué à 50% au minimum de professionnels (chefs d'entreprise et salariés), le reste de représentants de l'organisme de formation

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 24 mai 2013 publié au Journal Officiel du 16 juin 2013 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles. Enregistrement pour trois ans, au niveau IV, sous l'intitulé "Encadrant d'entreprise artisanale" avec effet au 02 janvier 2009, jusqu'au 16 juin 2016.

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Arrêté du 15 décembre 2016 publié au Journal Officiel du 18 décembre 2016 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles. Enregistrement pour deux ans, au niveau IV, sous l'intitulé "Encadrant d'entreprise artisanale (EEA-BGEA)" avec effet au 16 juin 2016, jusqu'au 18 décembre 2018.

Pour plus d'informations

Statistiques :

environ 78 titulaires par an

Autres sources d'information :

Site Internet de l'autorité délivrant la certification

<http://www.e-urma.fr>

Lieu(x) de certification :

Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat (APCMA) : Île-de-France - Paris (75) [Paris]

Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat (APCMA) - 12, avenue Marceau- 75008 PARIS

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Toutes les chambres de métiers et de l'artisanat sont habilitées à organiser la formation préparatoire à la présente certification. Numéro d'appel commun : 0 825 36 36 36

Historique de la certification :

La certification d'encadrant d'entreprise artisanale permet une dispense partielle de formation pour le brevet de maîtrise.

- Des passerelles ont été instituées entre ce titre et les brevets de maîtrise à spécialité, prévoyant un aménagement de parcours sur les compétences managériales

- Un accord cadre visant la création de passerelles entre l'Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat (APCMA) et le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) a été signé le 27 mai 2015.

Cet accord permet aux titulaires du titre d'encadrant d'entreprise artisanale de :

- bénéficier d'un accès via VAP 85(1) à la licence professionnelle « Management des organisations - management des petites entreprises et des entreprises artisanales » de niveau II,

- bénéficier d'un accès direct au titre professionnel de niveau III d' « Entrepreneur de petite entreprise ».

(1) Selon la réglementation en vigueur (art. L. 613-3, L. 613-4 et L. 613-5 du code de l'éducation).